



Un monde propulsé
à l'énergie verte

Xebec Adsorption Inc.

**Rapport de gestion
Pour le trimestre terminé le 31 mars 2010**

Le 12 mai 2010

Des informations additionnelles sur la Société sont disponibles sur le site SEDAR à
www.sedar.com

À PROPOS DE XEBEC ADSORPTION INC.

Xebec Adsorption Inc. (« Xebec » ou la « Société ») est un fournisseur mondial de solutions d'énergie verte auprès de sociétés et de gouvernements cherchant à réduire leur empreinte carbone. Avec plus de 1 300 clients mondialement, Xebec conçoit, développe et fabrique des produits novateurs qui transforment des gaz bruts en énergie verte commercialisable. La stratégie de Xebec est centrée sur l'établissement d'une position de meneur dans les marchés où la demande pour le traitement des biogaz, la déshydratation du gaz naturel et la purification de l'hydrogène est en croissance. Ayant son siège social à Montréal (Québec), Xebec est une société d'envergure mondiale avec des installations de fabrication à la fine pointe de la technologie à Montréal et à Shanghai, des installations de R-D à Vancouver (C.-B.) ainsi qu'un réseau de vente et de distribution en Amérique du Nord, en Asie et en Europe. L'action de Xebec (www.xebecinc.com) se négocie à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « XBC ».

À PROPOS DU PRÉSENT RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion qui suit présente une analyse des résultats d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de Xebec Adsorption Inc. pour le trimestre terminé le 31 mars 2010. Cette analyse doit être lue de concert avec l'information contenue dans les états financiers consolidés intermédiaires de la Société et les notes y afférentes pour les trimestres terminés les 31 mars 2010 et 2009, ainsi que dans les états financiers consolidés vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. Nos états financiers consolidés, libellés en dollars canadiens sauf indication contraire, ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada pour l'information financière.

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs, incluant des énoncés relatifs à notre succès futur, à la technologie et aux occasions de marché. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « pouvoir », « indiquer », « continuer », « planifier », « avoir l'intention de », et « projeter », employés au futur ou conditionnel, ou expressions semblables suggérant des résultats ou événements futurs, bien que certains énoncés prospectifs ne contiennent pas ces termes spécifiques. Des exemples de tels énoncés incluent, sans s'y limiter, des énoncés concernant : i) les actions qui seront entreprises pour atteindre les objectifs stratégiques de la Société; ii) les principaux facteurs de marché qui ont un impact sur le succès de la Société; iii) les intentions quant aux travaux futurs de développement de la production de biogaz; iv) les attentes en ce qui concerne les activités commerciales et les commandes qui peuvent être reçues en 2010 et par après; v) les tendances et le développement des marchés cibles de la Société; vi) les occasions de marché de la Société; vii) les avantages des produits de la Société; viii) l'intention d'établir des accords avec des partenaires; ix) l'impartition future; x) l'intention de ne pas vendre des installations intégrées de biogaz en Europe; xi) les attentes face aux concurrents; xii) l'impact attendu des risques décrits et des incertitudes; et xiii) l'intention de verser des dividendes. Ces énoncés ne sont ni des promesses ni des garanties, mais comportent des risques connus et inconnus et des incertitudes qui peuvent faire en sorte que nos résultats réels, notre niveau d'activité ou notre rendement diffèrent de façon significative des résultats futurs, du niveau d'activité ou du rendement énoncés ou suggérés par ces énoncés. Ces risques incluent, sans s'y limiter, les risques liés à l'évolution du chiffre d'affaires, les résultats d'exploitation, l'industrie et les produits, la technologie, la concurrence, la conjoncture économique générale et les facteurs décrits en détail sous la rubrique « Risques et incertitudes » dans la notice annuelle de Xebec pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, laquelle est disponible sur SEDAR à www.sedar.com et sur le site de Xebec à www.xebecinc.com.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport sont fondés sur des hypothèses que la direction juge actuelles et raisonnables, mais la Société ne peut assurer le lecteur que les résultats réels seront en accord avec les énoncés contenus dans le présent rapport de

gestion. Des exemples de telles hypothèses comprennent, sans s'y limiter, des hypothèses concernant : i) les tendances dans certains segments de marché et la conjoncture économique générale; ii) le rythme et le résultat des progrès technologiques; iii) l'identité et les actions attendues des concurrents et des clients; et iv) la valeur du dollar canadien. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport sont formulés à la date du rapport de gestion et sont expressément visés par cette mise en garde. Sauf si elle y est tenue par la loi, la Société n'assume aucune obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés.

Sauf indication contraire, tous les montants en dollars figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens.

RENDEMENT GLOBAL

Le 12 juin 2009, Xebec a réalisé une prise de contrôle inversée de QuestAir Technologies Inc. (« QuestAir ») et est devenue une société cotée à la TSX. Cette transaction visait à regrouper des technologies de purification des gaz complémentaires, des réseaux de distribution mondiaux dans les marchés à forte croissance de l'Amérique du Nord, de l'Asie et de l'Europe, ainsi que des ressources de fabrication à faible coût et de chaîne d'approvisionnement. La Société a l'intention de profiter de toutes les synergies possibles afin d'accroître sa part de marché dans les énergies vertes, par exemple la valorisation des biogaz, la déshydratation du gaz naturel et la purification de l'hydrogène. Un complément d'information concernant la transaction figure à la note 5 afférente aux états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

Par suite de la fusion, Xebec a modifié en profondeur son modèle d'affaires : la Société, d'un fournisseur de composantes de systèmes d'énergie verte, devient un fournisseur de systèmes d'énergie verte. En parallèle, la Société a réorienté sa stratégie de marché et son modèle d'affaires vers les solutions de valorisation des biogaz, lesquelles offrent des débouchés intéressants et les meilleurs rendements sur le marché. La nature de ces changements est telle que les délais d'approvisionnement aux fins des ventes et de la livraison des systèmes se sont allongés considérablement par rapport au modèle d'affaires précédent. Compte tenu de cette situation, le paiement d'une partie du prix d'achat par anticipation, avant la livraison et l'installation des systèmes, est une pratique généralement reconnue dans l'industrie.

La comparaison des produits par rapport à un an plus tôt traduit l'incidence de cette transition. En effet, les produits du premier trimestre de 2010 se sont chiffrés à 2,0 M\$, contre 4,7 M\$ au premier trimestre de 2009. Si les progrès de la Société à titre de fournisseur de systèmes ne sont pas particulièrement apparents à l'état des résultats, ils se reflètent dans le carnet de commandes au 12 mai 2010, qui s'élève actuellement à quelque 11,2 M\$, et dans les produits reportés inscrits au bilan, qui étaient de 2,2 M\$ au 31 mars 2010 par rapport à 0,1 M\$ au 31 décembre 2009. Les produits reportés correspondent aux paiements anticipés versés par les clients pour des systèmes et du matériel devant être livrés ultérieurement. Ces montants sont comptabilisés à titre de produits à l'état des résultats lorsqu'un pourcentage prédéterminé des travaux liés à un système est réalisé ou que le système a été livré et installé.

La transition a des répercussions majeures sur les rentrées de fonds de la Société et, de ce fait, sur son résultat net, mais les charges d'exploitation et les frais de vente et d'administration ont également bondi par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison de l'acquisition de QuestAir. La Société a donc enregistré une perte nette de 3,2 M\$ au premier trimestre de 2010, comparativement à un bénéfice net de 0,2 M\$ au premier trimestre de 2009.

À court et à moyen terme, les perspectives pour l'énergie renouvelable sont très positives. Les initiatives en matière d'énergie verte montent dans les priorités des gouvernements municipaux, provinciaux et fédéraux du monde entier. Les entreprises et les consommateurs sont de plus

en plus à la recherche de solutions d'énergie verte pour protéger l'environnement. La direction est convaincue que Xebec, compte tenu de ses gammes de produits complémentaires, de ses bonnes relations avec la clientèle, de sa présence mondiale, de sa chaîne d'approvisionnement et de sa fabrication à faible coût, est bien placée pour répondre à cette demande croissante.

Les efforts immédiats de la Société sont axés sur l'accélération de l'expansion des affaires. Avec l'intégration de QuestAir, Xebec est en bonne position pour s'accaparer une part de marché dans le marché en croissance de la valorisation des biogaz.

Alors que certains marchés cibles ont été au ralenti dans la deuxième moitié de 2009, on observe des signes d'intensification de l'activité dans tous les secteurs d'activité, spécialement l'intérêt pour les projets d'énergie renouvelable aux États-Unis, en Chine, en Allemagne et au Canada.

Au cours du trimestre, Xebec a conclu trois contrats de valorisation des biogaz en Californie, au Canada et en Corée du Sud. La Société a aussi vendu du matériel de valorisation des biogaz sur les marchés de la France et de l'Autriche, assurant ainsi sa présence dans des marchés dont l'importance stratégique pour le secteur est généralement reconnue.

La situation de trésorerie de la Société a reculé légèrement, s'établissant à 5,1 M\$ au 31 mars 2010, contre 5,4 M\$ au 31 décembre 2009, du fait de l'augmentation des paiements anticipés versés par des clients aux termes de nouveaux contrats et de nouvelles commandes. De plus, la Société conserve à sa disposition des facilités de crédit inutilisées de 0,7 M\$, ce qui porte à 5,8 M\$ le total des fonds et des facilités de crédit disponibles.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Produits

Emplacement des clients

En millions de dollars	Trimestres terminés les 31 mars	
	2010	2009
Amérique du Nord	1,1	1,7
Moyen-Orient	0,1	2,5
Asie	0,5	0,5
Europe	0,3	-
Total	2,0	4,7

Gamme de produits

En millions de dollars	Trimestres terminés les 31 mars	
	2010	2009
Séchoirs de gaz naturel	0,5	3,5
Filtration de gaz comprimé	1,0	0,6
Séchoirs d'air	0,1	0,6
Purification de gaz	0,3	-
Services d'ingénierie	0,1	-
Total	2,0	4,7

Au premier trimestre de 2010, les produits ont totalisé 2,0 M\$, contre 4,7 M\$ au premier trimestre de 2009. Ce repli traduit essentiellement la décision de la Société d'abandonner les nouvelles activités dans certains marchés du Moyen-Orient, ainsi que le passage au nouveau modèle d'affaires dont il est question à la rubrique « Rendement global ».

Bénéfice net

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2010, la perte nette a été de 3,2 M\$, soit 0,11 \$ par action, comparativement à un bénéfice net de 0,2 M\$, soit 0,02 \$ par action, pour la période correspondante de 2009; ce recul reflète une diminution du bénéfice brut de 1,6 M\$ et une hausse de 1,1 M\$ des frais de vente et d'administration.

Bénéfice brut

En millions de dollars	Trimestres terminés les 31 mars	
	2010	2009
Produits	2,0	4,7
Coût des marchandises vendues	1,7	2,8
Bénéfice brut	0,3	1,9
Marge brute (%)	16 %	40 %

Le bénéfice brut du premier trimestre de 2010 s'est chiffré à 0,3 M\$, en baisse par rapport à 1,9 M\$ au premier trimestre de 2009. Les niveaux inférieurs du bénéfice brut et de la marge brute reflètent la décision de la Société d'abandonner les nouvelles activités dans certains pays du Moyen-Orient qui dégageaient des marges supérieures à la moyenne.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 2,5 M\$ pour le premier trimestre de 2010, comparativement à 1,4 M\$ pour la période correspondante de 2009.

La hausse par rapport à un an plus tôt est attribuable à l'augmentation des effectifs et des locaux pour bureaux à la suite de la fusion avec QuestAir, à l'ajout d'installations à Newcastle (R.-U.) afin de soutenir la croissance prévue et aux coûts supplémentaires associés au fait que la Société est devenue société ouverte.

Recherche et développement

Les frais de recherche et développement, déduction faite des crédits d'impôt pour la recherche et le développement, ont atteint 542 892 \$ au premier trimestre de 2010, contre 73 747 \$ à la même période en 2009. Cette progression reflète l'importance accrue que la Société accorde à la R-D portant sur les biogaz depuis l'acquisition de QuestAir.

Frais financiers

Les frais financiers sont passés de 69 480 \$ au 31 mars 2009 à 91 110 \$ au 31 mars 2010 par suite de l'augmentation des montants comptabilisés à titre de redevances dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada (voir plus loin la rubrique « Arrangements financiers hors bilan et financement conditionnel » pour un complément d'information).

Perte de change

Au premier trimestre de 2010, la Société a enregistré une perte de change de 164 935 \$, comparativement à un gain de change de 11 098 \$ au premier trimestre de 2009. La variation par rapport à un an plus tôt est principalement attribuable à l'incidence du renforcement du dollar canadien sur les opérations en devises et à la juste valeur marchande des instruments financiers dérivés, qui a monté pour s'établir à 172 963 \$ au 31 mars 2010. Les instruments financiers dérivés se rapportent à des contrats libellés en euros conclus avec une partie étrangère.

Amortissement

La charge d'amortissement a atteint 214 710 \$ au premier trimestre de 2010, par rapport à 81 209 \$ à la même période en 2009. Cette hausse reflète l'ajout d'immobilisations corporelles découlant de la fusion avec QuestAir.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

en millions de dollars (sauf les montants par action)								
	2010	2009				2008**		
	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin
Produits	2,0	3,8	5,9	4,3	4,7	7,4	2,7	4,7
Bénéfice net (perte nette)	(3,2)	(5,0)	(1,2)	(0,7)	0,2	1,1	(0,2)	0,2
Résultat par action de base et dilué*	(0,11)	(0,23)	(0,06)	(0,06)	0,02	0,13	(0,03)	0,02

* Xebec n'était pas une société cotée en Bourse avant le 12 juin 2009. Pour calculer le résultat par action des trimestres terminés en mars 2009 et 2008, la Société a utilisé le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation au 12 juin 2009.

** Certains résultats trimestriels de 2008 diffèrent des résultats présentés antérieurement, car ils ont été retraités à la suite de la modification des méthodes comptables (voir la note 3 afférente aux états financiers vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009).

Compte tenu de la nature et du stade précoce des activités de Xebec, aucune tendance saisonnière ou autre n'est perceptible en ce moment.

Xebec résulte de la fusion avec QuestAir le 12 juin 2009. Les résultats financiers des trois derniers trimestres de 2009 comprennent les comptes de QuestAir depuis le 12 juin 2009. Les résultats du premier trimestre de 2009 et des trois trimestres de 2008 sont ceux de Xebec. En plus des coûts de transaction, des coûts d'intégration et des coûts supplémentaires liés à l'exploitation, à la réglementation et à la conformité ont été engagés au deuxième semestre de 2009 et au premier trimestre de 2010.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES FINANCIÈRES

Les flux de trésorerie de la Société provenant des activités liées à l'exploitation, à l'investissement et au financement, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés des flux de trésorerie, se résument comme suit :

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2010	2009	Variation
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(0,3)	0,9	(1,2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-	(0,4)	0,4
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-	(0,9)	0,9

Compte tenu de la nature et du stade précoce des activités de Xebec en 2009, la Société a eu recours à du financement externe pour combler ses besoins en trésorerie liés aux activités d'exploitation et d'investissement.

Au premier trimestre de 2010, les activités d'exploitation de la Société ont nécessité des sorties de fonds de 0,3 M\$, tandis qu'elles avaient généré des rentrées de fonds de 0,9 M\$ au premier trimestre de 2009. Ce recul des flux de trésorerie d'exploitation par rapport à un an plus tôt rend compte de la perte nette enregistrée au premier trimestre de 2010, celle-ci ayant été largement neutralisée par l'augmentation des produits reportés attribuable aux paiements par anticipation liés aux nouvelles commandes et aux nouveaux contrats. Les activités d'investissement ont nécessité des sorties de fonds de 8 548 \$ au premier trimestre de 2010, comparativement à 371 858 \$ au trimestre correspondant de 2009, baisse qui s'explique par la diminution substantielle des acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels au cours de l'exercice. Les activités de financement ont quant à elles généré des rentrées de fonds de 3 326 \$ au premier trimestre de 2010, tandis qu'elles avaient nécessité des sorties de fonds de 908 071 \$ au premier trimestre de 2009. Cette variation découle de la réduction des sommes affectées au service de la dette en 2010.

Au 31 mars 2010, la Société avait des fonds en caisse se chiffrant à 5,1 M\$, des emprunts bancaires à court terme de 0,5 M\$ et une dette à long terme de 2,2 M\$, dont une tranche de 0,4 M\$ échéant à moins d'un an.

La Société dispose de facilités de crédit totalisant 1,5 M\$, lesquelles portent intérêt au taux préférentiel de l'institution financière de la Société majoré de 0,60 % par année et sont limitées par certains dépôts de garantie obligatoires relativement aux comptes débiteurs. La Société a aussi accès à des facilités de crédit de 0,5 M\$ qui portent intérêt au taux préférentiel de l'institution financière de la Société majoré de 1,50 % par année et sont limitées par certaines exigences relatives aux frais préalables à la livraison. L'emprunt bancaire est garanti par une hypothèque de premier rang de 4,0 M\$ visant la totalité des biens meubles de la Société. La Société doit également respecter les clauses restrictives prévoyant le maintien d'un ratio minimal du fonds de roulement et d'un ratio maximal de la dette à long terme sur l'actif corporel net. Au 31 mars 2010, la Société respectait ces ratios financiers, et le montant inutilisé des facilités de crédit était d'environ 1,5 M\$ pour la première série de facilités de crédit et de 12 300 \$ pour la seconde série de facilités de crédit.

De plus, la Société a accès, sous forme de lettres de crédit et de lettres de garantie, à une facilité de crédit renouvelable de 1,0 M\$ remboursable à vue. Au 31 mars 2010, la partie inutilisée de cette facilité de crédit remboursable à vue s'élevait à environ 0,5 M\$.

Les obligations contractuelles de la Société n'ont connu aucun changement important depuis la publication, le 29 mars 2010, de son rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles. Malgré une perte d'exploitation de 3,2 M\$ et des sorties de fonds de 0,3 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2010, la Société a terminé le trimestre avec un solde de trésorerie s'élevant à 5,1 M\$, un fonds de roulement de 2,3 M\$ et un accès à des facilités de crédit inutilisées de 0,7 M\$. Au quatrième trimestre de 2009, la direction a conclu un placement d'actions qui a généré un produit net de 5,9 M\$; la Société a également entrepris diverses initiatives et élaboré un plan pour gérer ses risques d'exploitation et de liquidité en accord avec la conjoncture économique. La Société a préparé un budget pour 2010 en utilisant des hypothèses que la direction estime raisonnables. L'atteinte des résultats budgétés dépend de l'augmentation du chiffre d'affaires, de la livraison des ventes et du respect des échéanciers des contrats, de l'atteinte de la marge brute d'exploitation prévue et du contrôle des frais généraux et d'administration. La direction s'attend à respecter son budget et à avoir suffisamment de liquidités pour financer ses activités au moins au-delà du 31 mars 2011.

La Société est donc confrontée à des incertitudes qui pourraient influencer sur ses résultats d'exploitation futurs et sa situation de trésorerie. Ces incertitudes concernent notamment la réduction des dépenses dans les projets d'énergie renouvelable vu la faiblesse de l'économie, les fluctuations des taux de change et l'atteinte des objectifs de l'entreprise mentionnés au paragraphe précédent, qui comprennent le développement d'un nouveau secteur d'activité. Bien que la direction estime avoir mis au point des plans d'action pour atténuer les risques de liquidité et d'exploitation, rien ne garantit que la direction sera en mesure de réaliser son plan d'affaires et de maintenir les liquidités nécessaires advenant la survenance d'évènements ou de circonstances non compatibles avec les attentes, les principales hypothèses budgétaires pour 2010 et les plans d'action de la direction. Par conséquent, la Société pourrait avoir besoin de financement externe supplémentaire, mais rien ne garantit qu'elle l'obtiendrait. Il est possible qu'en raison de l'évolution future des marchés financiers, un tel financement ne soit pas disponible au moment opportun. La Société est incapable de prédire les effets possibles, le cas échéant, de ces incertitudes et des ajustements éventuels de la valeur comptable des actifs et des passifs qui pourraient s'imposer si la Société ne disposait pas de liquidités suffisantes. Ces ajustements pourraient être importants.

INFORMATIONS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

Le capital-actions autorisé de la Société est composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Aucune action privilégiée n'a été émise.

Aucun bon de souscription n'a été exercé durant le premier trimestre de 2010.

En date du 12 mai 2010, Xebec avait 35 106 230 actions ordinaires émises, dont 5 834 249 actions ordinaires incessibles, comme il est indiqué précédemment.

Bons de souscription d'actions en circulation

Au 31 mars 2010, 17 167 824 bons de souscription étaient en circulation, dont 12 180 000 bons de souscription permettent au détenteur d'acquérir, pour chaque bon, une action ordinaire additionnelle au prix de 2,15 \$ jusqu'au 13 mai 2010 et 180 000 bons permettent au détenteur d'acheter, pour chaque bon, une action ordinaire au prix de 1,50 \$ jusqu'au 13 mai 2010. Des 4 807 824 bons restants, 4 292 700 bons permettent au détenteur d'acquérir, pour chaque bon, une action ordinaire au prix de 1,10 \$ jusqu'au 25 mai 2011 et 515 124 bons permettent au détenteur d'acquérir, pour chaque bon, une action ordinaire au prix de 0,77 \$ jusqu'au 25 mai 2011.

Ces derniers bons de souscription sont assujettis à une date d'expiration accélérée si, après le 31 décembre 2009, le cours de clôture de l'action ordinaire à la TSX est égal ou supérieur à 1,60 \$ pendant 20 jours de Bourse consécutifs, auquel cas Xebec peut donner au détenteur un avis écrit selon lequel les bons de souscription expireront à 17 h 00 (heure de Toronto) le 30^e jour suivant la réception de cet avis.

La capacité d'exercer les 6 180 000 bons de souscription émis lors de la prise de contrôle inversée est conditionnelle à l'exercice des bons préexistants restants.

Options d'achat d'actions en circulation

Lors de la prise de contrôle inversée, la Société a pris en charge le régime de rémunération à base d'actions (le « régime ») de QuestAir, lequel permet l'émission d'options d'achat d'actions, de droits à la plus-value d'actions, d'actions restreintes, d'unités d'actions restreintes, d'attributions liées au rendement et d'autres attributions à base d'actions. Aux termes du régime, le nombre d'actions ordinaires pouvant être émises pour l'ensemble des formules de rémunération à base d'actions est limité au plus élevé de 591 560 et de 10 % des actions ordinaires émises et en circulation. Au 31 mars 2010, le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises selon les formules de rémunération à base d'actions était de 2 780 998 actions.

Aux termes du régime, les options d'achat d'actions sont octroyées à un prix d'exercice qui ne peut être inférieur au cours moyen pondéré des actions ordinaires pour les cinq jours de Bourse précédant la date de l'octroi. Les options d'achat d'actions sont généralement acquises trimestriellement sur quatre ans et peuvent être exercées pendant sept ans à compter de la date d'octroi.

Au 31 mars 2010, la Société avait 115 188 options en circulation en vertu du régime, assorties d'un prix de levée moyen pondéré de 5,80 \$.

ARRANGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN ET FINANCEMENT CONDITIONNEL

Avant la transaction du 12 juin 2009, Xebec (auparavant, « QuestAir ») a reçu des contributions au titre de différents programmes du gouvernement canadien visant à appuyer le développement et la commercialisation de la technologie de purification des gaz de Xebec. La Société n'a pas conclu de nouveaux arrangements financiers hors bilan depuis cette date. Les arrangements existants sont décrits dans le rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, publié le 29 mars 2010.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES

Instrument financiers dérivés

La Société a conclu un contrat de vente avec une partie étrangère, contrat qui est libellé dans une monnaie autre que le dollar canadien ou la monnaie fonctionnelle de la contrepartie. Au 31 mars 2010, la juste valeur de marché du dérivé incorporé faisant l'objet d'une comptabilisation distincte était un passif de 172 963 \$, et la variation de la juste valeur par rapport au trimestre précédent a été prise en compte dans le gain de change à l'état des résultats et du résultat étendu. Ce dérivé incorporé faisant l'objet d'une comptabilisation distincte a une valeur nominale de 765 660 €.

Risque de change

La Société réalise environ 65 % de ses ventes et 55 % de ses achats en devises. Par conséquent, certains actifs et passifs sont exposés aux fluctuations des taux de change. La Société n'utilise pas d'instruments financiers pour réduire ce risque.

La direction ne croit pas que l'effet des fluctuations du change sera significatif et, par conséquent, n'a pas présenté une analyse de sensibilité de l'incidence des fluctuations sur la perte nette et le résultat étendu.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers fluctuent en fonction des variations des taux d'intérêt du marché. La Société n'utilise pas d'instruments financiers pour réduire ce risque.

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur ses emprunts bancaires, à court terme et à long terme, pour lesquels les taux d'intérêt varient en fonction du taux préférentiel de l'institution financière. L'emprunt bancaire à court terme au 31 mars 2010 s'élève à 0,5 M\$ et la dette à long terme qui est sujette aux variations du taux d'intérêt se chiffre à 1,9 M\$.

Le taux d'intérêt annuel correspond au taux préférentiel de l'institution financière majoré de 0,60 %. Si le taux d'intérêt sur les emprunts bancaires avait été supérieur (inférieur) de 50 points de base, eu égard aux emprunts bancaires en cours au premier trimestre de 2010, le bénéfice net aurait été supérieur (inférieur) de 2 972 \$ (3 696 \$ au premier trimestre de 2009).

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Il n'y a aucun fait nouveau concernant les opérations entre apparentés par rapport à la description fournie dans le rapport de gestion de la Société publié le 29 mars 2010 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

CONVENTIONS ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Aucune modification importante n'a été apportée aux conventions et estimations comptables critiques de la Société qui sont décrites dans le rapport de gestion de la Société publié le 29 mars 2010 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. Une description plus détaillée des conventions et estimations comptables critiques de la Société est présentée dans ses états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

Constataion des produits

En décembre 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN ») de l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié l'Abrégé CPN-175, « Accords de prestations multiples générateurs de produits », selon lequel un fournisseur doit répartir la contrepartie liée à l'accord à la date de la conclusion de l'accord entre toutes les prestations au moyen de la méthode du prix de vente relatif. Le CPN-175 modifie également le niveau de la preuve du prix de vente d'une prestation en elle-même nécessaire pour séparer les prestations lorsqu'il n'est pas possible d'obtenir une preuve plus objective du prix de vente. Étant donné l'obligation d'avoir recours à la méthode du prix de vente relatif pour répartir la contrepartie liée à l'accord, l'utilisation de la méthode du montant résiduel est interdite. Le CPN-175 peut être appliqué prospectivement et doit être appliqué aux accords de prestations multiples générateurs de produits conclus ou modifiés significativement au cours des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption anticipée est permise.

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

Le Conseil des normes comptables (« CNC ») a annoncé que les normes canadiennes convergeront vers les IFRS. La date de basculement des principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada aux IFRS a été fixée au 1^{er} janvier 2011. Même si les IFRS utilisent un cadre conceptuel similaire aux PCGR du Canada, il existe des différences notables dans les conventions comptables qui doivent être abordées.

Une évaluation diagnostique a été entreprise au premier trimestre de 2010 afin d'examiner l'étendue des conséquences que la conversion aura sur les rapports financiers, les processus de l'entreprise et les systèmes d'information. Le plan actuel de la Société vise en particulier l'identification des différences entre les IFRS et les conventions comptables actuelles de la Société, ainsi que l'évaluation de l'incidence des différents choix comptables offerts conformément aux IFRS. De plus, une évaluation détaillée des systèmes d'information technologiques et des processus fiscaux de la Société est en cours. L'impact financier de la transition aux IFRS ne peut être raisonnablement estimé à ce jour, mais il pourrait en résulter des changements de conventions comptables susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers de la Société.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE DIVULGATION ET CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Afin de se conformer aux exigences de divulgation en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société et ses filiales consolidées doivent maintenir des contrôles et des procédures qui sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante divulguée dans le présent rapport de gestion et les états financiers correspondants est correctement enregistrée, préparée, résumée et divulguée en temps opportun au Conseil d'administration et au Comité de vérification.

La direction de la Société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, est également responsable d'établir et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF »). Ces contrôles visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins de publication conformément aux PCGR du Canada.

La direction de la Société a effectué une évaluation détaillée de l'efficacité des contrôles et des procédures de divulgation de l'information ainsi que des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société. Certaines faiblesses ont été identifiées. Plus précisément, la Société n'avait pas suffisamment de documentation comptable, de politiques, de procédures ou de ségrégation des tâches pour certains cycles de transactions.

Pour corriger les lacunes ci-dessus, la Société recrute du personnel financier supplémentaire au siège social afin de superviser l'information financière. Au cours des quatre premiers mois de 2010, un contrôleur a été engagé et un nouveau chef des finances a été nommé. La Société a aussi consulté des conseillers fiscaux sur diverses questions. La Société continue d'élaborer d'autres plans de solutions appropriés, tels que la revue de la structure organisationnelle du service de la comptabilité, afin de renforcer ses ressources de manière à refléter la croissance de la Société. La Société a fait des progrès, mais il y a eu quelques retards dans l'exécution des plans de correction.

La Société envisage également de procéder à une évaluation plus détaillée et documentée de la conformité de ses CIIF en vertu du Règlement 52-109, laquelle devrait être achevée en 2010. Un cabinet de services professionnels indépendant a également été retenu pour aider la Société, en 2010, à élaborer des processus de conversion aux IFRS.

De plus, des politiques officielles de divulgation et d'autorisation ont été approuvées par le Conseil d'administration. Un Comité officiel de divulgation a été établi pour superviser les communications de l'entreprise, et les politiques de divulgation et d'autorisation de l'information ont été communiquées à la haute direction et mises en œuvre partout dans la Société. La Société prévoit compléter ce processus durant l'exercice 2010.

La Société croit que les faiblesses du contrôle interne à l'égard de l'information financière ont été atténuées par la participation active de la haute direction et du Conseil d'administration dans toutes les affaires de la Société, par la bonne communication au sein de la Société; par la transparence entourant le niveau actuel d'activités et de transactions au sein de la Société et par un examen approfondi des états financiers de la Société par la direction et le Conseil d'administration.

En se basant sur les résultats de l'évaluation de la direction, le chef de la direction et le chef des finances de la Société ont conclu que, à la fin de la période couverte par le présent rapport, les contrôles et les procédures de divulgation de la Société étaient suffisamment efficaces pour fournir une assurance raisonnable que les renseignements requis dans les rapports qu'elle dépose sont enregistrés, préparés, résumés et présentés dans un délai approprié et selon les normes de présentation établies.

La direction de la Société est d'avis que les états financiers consolidés du trimestre terminé le 31 mars 2010, auxquels le présent rapport de gestion se rattache, présentent correctement, à tous les égards importants, la situation financière de la Société ainsi que ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie pour la période visée.